



**TERRITOIRE
DE BELFORT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°90-2025-066

PUBLIÉ LE 26 JUIN 2025

Sommaire

DDFIP /

90-2025-06-24-00002 - Fermeture exceptionnelle au public d'un service de la Direction départementale des Finances publiques du Territoire de Belfort (1 page)

Page 3

Préfecture du Territoire de Belfort /

90-2025-06-26-00009 - Arrêté constatant des circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique et relatif aux conditions de mise en oeuvre de mesures de contrôles renforcées à l'occasion du festival des Eurockéennes édition 2025 (4 pages)

Page 5

90-2025-06-24-00001 - arrêté fixant la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (6 pages)

Page 10

90-2025-06-26-00002 - Arrêté portant création d'une zone unique de prise en charge (ZUPC) temporaire des usagers à l'occasion du festival des Eurockéennes de Belfort 2025, pour les taxis des communes d'Auxelles-Bas, Auxelle-Haut, Bavilliers, Belfort, Cravanche, Danjoutin, Eloie, Essert, Etueffont, Evette-Salbert, Giromagny, Offemont, Pérouse, Roppe, Sermamagny, Valdoie et Vétrigne (2 pages)

Page 17

90-2025-06-26-00004 - Arrêté portant réquisition des moyens de l'entreprise Josseron Dépannage SAS (2 pages)

Page 20

90-2025-06-26-00003 - Arrêté portant réquisition des moyens de l'entreprise SAS AB Dépannage (2 pages)

Page 23

90-2025-06-26-00007 - Arrêté portant réquisition des moyens de l'entreprise SAS Franche-Comté dépannage (2 pages)

Page 26

90-2025-06-26-00005 - Arrêté portant réquisition des moyens de la SARL LUCCHINA (2 pages)

Page 29

90-2025-06-26-00006 - Arrêté portant réquisition des moyens de la SAS NEDEY (2 pages)

Page 32

90-2025-06-23-00001 - arrêté portant subdélégation de signature par Jérôme MEYER, Directeur interdépartemental des Routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national, et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives (5 pages)

Page 35

90-2025-06-26-00001 - Arrêté réglementant la vente, l'acquisition, le transport et l'utilisation d'artifices de divertissement, d'articles pyrotechniques, de produits toxiques, corrosifs, inflammables ou explosifs, de carburants et d'armes, de munitions, de verre ou d'objets coupants ou contondants susceptibles d'être employés comme armes au sens de l'article 132-75 du code pénal pour la période du 30 juin 2025 à

DDFIP

90-2025-06-24-00002

Fermeture exceptionnelle au public d'un service
de la Direction départementale des Finances
publiques du Territoire de Belfort

**Arrêté relatif à la fermeture exceptionnelle au public
des services de la Direction départementale des Finances publiques du Territoire de Belfort**

la Directrice départementale des Finances publiques du Territoire de Belfort,

Vu le décret n° 71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'État ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État, dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 modifié relatif à la direction générale des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 modifié relatif au statut particulier des administrateurs des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des Finances publiques ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 90-2024-11-25-00033 du 25 novembre 2024 portant délégation de signature en matière de fermeture exceptionnelle des services déconcentrés de la direction départementale des Finances publiques ;

ARRÊTE :

Article 1er

Le service de la publicité foncière et de l'enregistrement du Territoire de Belfort sera exceptionnellement fermé au public le jeudi 17 juillet 2025.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et affiché dans les locaux des services.

Fait à Belfort, le 24 juin 2025.

Par délégation du préfet,



Valérie JUSSE

Directrice départementale des Finances publiques
du Territoire de Belfort

Préfecture du Territoire de Belfort

90-2025-06-26-00009

Arrêté constatant des circonstances particulières
liées à l'existence de menaces graves pour la
sécurité publique et relatif aux conditions de
mise en oeuvre de mesures de contrôles
renforcées à l'occasion du festival des
Eurockéennes édition 2025

Arrêté n°90-2025-06-26-00008

constatant des circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique et relatif aux conditions de mise en oeuvre de mesures de contrôles renforcées à l'occasion du festival des Eurockéennes édition 2025

Le préfet du Territoire de Belfort
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite

VU le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 613-2 ;

VU le code de procédure pénale ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 10 janvier 2023 nommant madame Cécilia MOURGUES, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort ;

VU le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de monsieur Alain CHARRIER en qualité de préfet du Territoire de Belfort ;

VU l'arrêté n° 90-2025-04-15-00002 du 15 avril 2025 portant délégation de signature à madame Cécilia MOURGUES, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort ;

VU la prégnance de la menace terroriste sur le territoire national, le niveau de vigilance sur le risque attentat étant fixé au niveau « urgence attentat » ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L. 613-2 du code de la sécurité intérieure, les personnes physiques exerçant l'activité mentionnée au 1° de l'article L. 611-1 du même code, peuvent, en cas de circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique ou lorsqu'un périmètre de protection a été institué en application de l'article L. 226-1 du même code, procéder, avec le consentement exprès des personnes, à des palpations de sécurité ;

CONSIDÉRANT en outre que la menace terroriste sollicite toujours à un niveau très élevé les forces de sécurité intérieure pour garantir la protection des personnes et des biens contre les risques d'attentats, dans le cadre du plan VIGIPIRATE placé au niveau « urgence attentat » sur l'ensemble du territoire

national ; que celle-ci appelle notamment à renforcer la vigilance aux abords des sites touristiques et des lieux de rassemblement ;

CONSIDÉRANT l'urgence et la nécessité impérieuse d'assurer et de préserver le bon ordre et la sécurité publique ;

CONSIDÉRANT que du 03 juillet au 06 juillet 2025 est organisé le festival des Eurockéennes de Belfort ; que cet événement a rassemblé lors des précédentes éditions environ 130 000 spectateurs sur 4 jours ; que le dernier concert programmé se terminera vers 1h00 du matin le 07 juillet 2025 ;

CONSIDÉRANT par ailleurs, l'existence d'un site de camping à proximité pouvant accueillir 15 000 festivaliers environ, dont l'ouverture est programmée du 03 juillet 2025 à 12h00 au 07 juillet 2025 à 12h00 ;

CONSIDÉRANT que sur le site même du festival et le site de camping les densités exceptionnelles de personnes peuvent exposer les festivaliers à un risque d'actes de terrorisme ;

CONSIDÉRANT que la vocation dudit festival, sa visibilité et la jeunesse des participants, en font une cible potentielle ;

CONSIDÉRANT que pour renforcer la sécurité l'accès au site devra être subordonné à des mesures de contrôle ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'autoriser des agents privés de sécurité mentionnés au 1° de l'article L. 611-1 du code de la sécurité intérieure à procéder aux contrôles d'accès, afin de renforcer les effectifs déployés par les services de gendarmerie ;

SUR proposition de madame la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Les circonstances susvisées sont constitutives de menaces graves à la sécurité publique qui justifient la mise en œuvre de contrôles renforcés tels que décrits à l'article L. 613-2 du code de la sécurité intérieure.

ARTICLE 2 : Du 03 juillet au 06 juillet 2025, les accès au site du festival feront l'objet des mesures de contrôles détaillés dans l'article 4.

ARTICLE 3 : Du 03 juillet au 07 juillet 2025, les accès au site du camping feront l'objet des mesures de contrôles détaillés dans l'article 4.

ARTICLE 4 : Pour l'accès aux sites mentionnés, les contrôles suivants sont mis en œuvre pour l'accès des festivaliers :

- palpations de sécurité, inspection visuelle et fouille des bagages par des officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4 ° de l'article 16 du code de procédure pénale, et sous la responsabilité de ceux-ci, les agents de police judiciaire mentionnés à l'article 20 et aux 1°, 1° bis et 1° ter de l'article 21 du même code ;
- sous l'autorité, et le contrôle effectif et continu, d'un officier de police judiciaire, palpations de sécurité, inspection visuelle et fouille des bagages par des agents privés de sécurité exerçant l'activité mentionnée au 1° de l'article L. 611-1 du code de la sécurité intérieure ;
- sous l'autorité d'un officier de police judiciaire, palpations de sécurité, inspection visuelle et fouille des bagages par les agents de police municipale.

Ces mesures de vérification sont subordonnées au consentement des personnes souhaitant accéder ou circuler à l'intérieur du site du festival et du site du camping. En cas de refus de s'y conformer, ces personnes ne sont pas admises à y pénétrer ou peuvent être reconduites à l'extérieur du secteur du festival par les agents mentionnés précédemment.

ARTICLE 5 : La directrice de cabinet et le colonel, commandant le groupement de gendarmerie départementale du Territoire de Belfort sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Territoire de Belfort et dont un exemplaire sera transmis sans délai au procureur de la République.

Fait à Belfort, le **26 JUIN 2025**

Pour le préfet, et par délégation
la sous-préfète, directrice de cabinet,



Cécilia MOURGUES

La présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication directement auprès de l'administration, soit auprès du préfet, soit auprès du ministre de l'Intérieur.

Un recours contentieux peut également être introduit, soit auprès du greffe du tribunal administratif, 30 rue Charles Nodier 25044 Besançon cedex 3, soit par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Le recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de sa notification et/ou publication de la décision contestée (ou du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

2505 1101 8 5

Préfecture du Territoire de Belfort

90-2025-06-24-00001

arrêté fixant la composition du conseil
départemental de l'environnement et des
risques sanitaires et technologiques

ARRETE n°
fixant la composition du Conseil Départemental de
l'Environnement et des Risques Sanitaires et
Technologiques (CODERST).

Le Préfet du Territoire de Belfort

Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des Palmes académiques

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L. 1416-1 et R. 1416-1 à R. 1416-6,

VU le code de l'environnement,

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles R. 133-3 et suivants,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 modifié relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives et notamment ses articles 8 et 9,

VU le décret du 6 novembre 2024 nommant Alain CHARRIER en qualité de préfet du Territoire de Belfort ;

VU le décret du 27 mars 2025 nommant monsieur Jean-Marie WENDLING en qualité de secrétaire général de la préfecture du Territoire de Belfort ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010131-0005 du 11 mai 2010 portant création du CODERST,

VU l'arrêté préfectoral n° 90-2022-05-31-00001 du 31 mai 2022 fixant la composition du CODERST,

VU l'arrêté préfectoral n° 90-2023-03-14-00001 du 14 mars 2023 modifiant la composition du CODERST,

VU l'arrêté préfectoral n° 90-2025-04-15-00001 du 15 avril 2025 portant délégation de signature à monsieur Jean-Marie WENDLING, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Territoire de Belfort,

VU les consultations menées dans le cadre du renouvellement des membres du CODERST,

SUR proposition de monsieur le sous-préfet, secrétaire général de la préfecture :

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : le mandat des membres du CODERST ayant expiré le 31 mai 2025, les arrêtés préfectoraux n° 90-2022-05-31-00001 du 31 mai 2022 et n° 90-2023-03-14-00001 du 14 mars 2023 sont abrogés ;

ARTICLE 2 : La composition du CODERST, présidé par le préfet du Territoire de Belfort ou son représentant, est fixée comme suit :

A – 1^{er} collège :

6 représentants des services de l'Etat

- Le directeur départemental des territoires ou son représentant,
- Le chef du service eau à la direction départementale des territoires ou son représentant,
- Deux représentants de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- Le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ou son représentant,
- Le chef du service interministériel de défense et de protection civiles ou son représentant.

le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant

B – 2^{ème} collège – 5 représentants des collectivités territoriales

2 représentants du conseil départemental

- Monsieur Florian BOUQUET, *titulaire*
- Monsieur Ian BOUCARD, *suppléant*

- Monsieur Didier VALLVERDU, *titulaire*
- Madame Martine PAULUZZI, *suppléante*

3 représentants des maires

- Monsieur Emmanuel FORMET, maire de DANJOUTIN, *titulaire*
- Monsieur Eric PARROT, maire de LACHAPELLE-SOUS-ROUGEMONT, *suppléant*

- Madame Sandrine JANIAUD-LARCHER, maire de DELLE, *titulaire*
- Madame Monique DINET, maire de CHAVANATTE, *suppléante*

- Madame Françoise RAVEY, maire de MORVILLARS, *titulaire*
- Monsieur Baptiste GUARDIA, maire de BOUROGNE, *suppléant*

C – 3^{ème} collège : 9 représentants d'associations agréées de consommateurs, de pêche et de protection de l'environnement, des professionnels et des experts

a) 3 représentants d'associations agréées

Un représentant des associations de consommateurs

- Madame Michèle GREIF, titulaire
- Monsieur Jean-Michel ROUBY, suppléant

Un représentant des associations de pêche

- Monsieur Jean-Marie LECHENNE, titulaire
- Monsieur Emmanuel MAUVILLY, suppléant

Un représentant des associations de protection de l'environnement

- Monsieur Gérard GROUBATCH, FNE, titulaire
- Madame Elena VALDIVIESO, FNE, suppléante

b) 3 représentants de professions ayant leur activité dans les domaines de compétence du CODERST.

- Monsieur Pascal KOEHLI, titulaire
 - Monsieur David PETERSCHMITT, suppléant
- Représentants de la chambre interdépartementale d'agriculture

- Madame Elisabeth SAUGIER, titulaire
 - Monsieur François CORTINOVIS, suppléant
- Représentants de la chambre de commerce et d'industrie

- Monsieur Nicolas MOREL, titulaire
 - Madame Corinne GARRE, suppléante
- Représentants de la chambre de métiers et de l'artisanat

c) 3 experts

- Madame Sophie PLAWINSKI, directrice générale adjointe Territoire au conseil départemental du Territoire de Belfort, titulaire
- Monsieur JérémY CUCHE, responsable du service Espaces naturels, eau, randonnées au conseil départemental, suppléant

- Madame Chiona HULLAR, cheffe du service départemental de l'office français de la biodiversité (OFB), titulaire
- Monsieur Jérôme CHAMAUX, chef de service adjoint de l'office français de la biodiversité (OFB),

- Madame Elisabeth VIELLARD, titulaire
 - Monsieur Thibault CHEVALLIER, suppléant
- Représentants des architectes

D – 4^{ème} collège – 4 personnes qualifiées en raison de leur compétence

- Monsieur Jean-Pierre LOBLEIN, médecin, *titulaire*,
- Madame Michèle GRIMM-MESSIN, médecin, *suppléante*,

- Monsieur Hervé GRISEY, géologue, *titulaire*
- Monsieur Marc HANNOTIN, hydrologue, *suppléant*

- Madame Amandine BERDELOU, médecin, *titulaire*
- Madame Annick LEFEBVRE, médecin, *suppléante*

- Monsieur Stéphane BERREZ directeur adjoint du service départemental d'incendie et de secours (SDIS), *titulaire*
- Monsieur Nicolas SAUGET chef de groupement des services opérationnels du SDIS, *suppléant*

ARTICLE 3 : Lorsqu'il est consulté sur les déclarations d'insalubrité, le CODERST peut se réunir en formation spécialisée, présidé par le préfet ou son représentant et comprenant :

1) Deux représentants des services de l'Etat et le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant :

- Le directeur départemental des territoires ou son représentant,
- Le chef du service interministériel de défense et de protection civiles ou son représentant,

- Le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant,

2) Deux représentants des collectivités territoriales

Un conseiller départemental

- Monsieur Florian BOUQUET, *titulaire*
- Monsieur Ian BOUCARD, *suppléant*

Un maire

- Monsieur Emmanuel FORMET, maire de DANJOUTIN, *titulaire*
- Monsieur Eric PARROT, maire de LACHAPELLE-SOUS-ROUGEMONT, *suppléant*

3) Trois représentants d'association et d'organismes du 3^{ème} collège dont un représentant d'association de consommateurs et un représentant de la profession du bâtiment

Un représentant d'association de consommateurs

- Madame Michèle GREIF, *titulaire*
- Monsieur Jean-Michel ROUBY, *suppléant*

Un représentant de la profession du bâtiment

- Madame Elisabeth VIELLARD, architecte *titulaire*
- Monsieur Thibault CHEVALLIER, architecte *suppléant*

Un représentant de la chambre de commerce et d'industrie

- Madame Elisabeth SAUGIER, *titulaire*
- Monsieur François CORTINOVIS, *suppléant*

4) Deux personnes qualifiées

- Monsieur Jean-Pierre LOBLEIN, médecin, *titulaire*
- Madame Michèle GRIMM-MESSIN, médecin, *suppléante*
- Madame Amandine BERDELOU, médecin, *titulaire*
- Madame le docteur Annick LEFEBVRE, médecin, *suppléante*.

ARTICLE 4 : Les membres du CODERST sont nommés pour une durée de trois ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Le secrétariat est assuré par le bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement de la préfecture sur la base de fiches transmises par le service rapporteur du dossier.

ARTICLE 6 : Monsieur le sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Territoire de Belfort, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté, le directeur départemental des territoires, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations et le responsable de l'unité interdépartementale santé Environnement Nord Franche-Comté de l'agence régionale de santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat du Territoire de Belfort et notifié à chacun des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

Fait à Belfort, le **24 JUIN 2025**
Pour le préfet et par délégation
le sous-préfet, secrétaire général,


Jean-Marie WENDLING

2505 2100 4 5

Préfecture du Territoire de Belfort

90-2025-06-26-00002

Arrêté portant création d'une zone unique de prise en charge (ZUPC) temporaire des usagers à l'occasion du festival des Eurockéennes de Belfort 2025, pour les taxis des communes d'Auxelles-Bas, Auxelle-Haut, Bavilliers, Belfort, Cravanche, Danjoutin, Eloie, Essert, Etueffont, Evette-Salbert, Giromagny, Offemont, Pérouse, Roppe, Sermamagny, Valdoie et Vétrigne

ARRÊTÉ N°

portant création d'une zone unique de prise en charge (ZUPC) temporaire des usagers à l'occasion du festival des Eurockéennes de Belfort 2025, pour les taxis des communes d'Auxelles-Bas, Auxelles-Haut, Bavilliers, Belfort, Cravanche, Danjoutin, Eloie, Essert, Etueffont, Evette-Salbert, Giromagny, Offemont, Pérouse, Roppe, Sermamagny, Valdoie et Vétrigne

Le préfet du Territoire de Belfort
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-2, L.2213-33 et L.2215-1 ;

VU le code des transports et notamment les articles D.3120-21 et suivants, L.3120-2, L.3121-1, L.3121-5, L.3121-6, et R.3121-4 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2017-236 du 24 février 2017 portant création de l'Observatoire national des transports publics particuliers de personnes, du Comité national des transports publics particuliers de personnes et des commissions locales des transports publics particuliers de personnes ;

VU le décret du 10 janvier 2023 nommant madame Cécilia MOURGUES, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort ;

VU le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de monsieur Alain CHARRIER en qualité de préfet du Territoire de Belfort ;

VU l'arrêté n° 90-2018-03-07-001 du 7 mars 2018 portant création de la commission locale consultative des transports publics particuliers de personnes (T3P) ;

VU l'arrêté n° 90-2024-04-03-00009 du 3 avril 2024 portant renouvellement de la commission locale consultative des transports publics particuliers de personnes ;

VU l'arrêté n° 90-2025-04-15-00002 du 15 avril 2025 portant délégation de signature à madame Cécilia MOURGUES, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort ;

VU le compte-rendu de la commission locale des transports publics particuliers de personnes qui s'est réunie en préfecture le 22 mai 2025 ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable des maires des communes concernées dont l'avis a été sollicité le 18 juin 2025 ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L.2212-2 du code général des collectivités territoriales : « la police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques. Elle comprend notamment : 1° Tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques (...) ; qu'aux termes de l'article L.2215-1 du même code, « la police municipale

est assurée par le maire, toutefois : (...) 3° Le représentant de l'Etat dans le département est seul compétent pour prendre les mesures relatives à l'ordre, à la sûreté, à la sécurité et à la salubrité publiques, dont le champ d'application excède le territoire d'une commune » ;

CONSIDÉRANT que du 3 au 6 juillet 2025 se déroulera, sur la presqu'île du Malsaucy, l'édition 2025 du festival des Eurockéennes de Belfort ; que cet événement a rassemblé lors des précédentes éditions environ 130 000 spectateurs sur quatre jours ; que le nombre de taxis autorisés à être exploités sur la commune d'Evette-Salbert n'est au total que de deux, ce qui est insuffisant au regard des besoins générés par le festival.

SUR proposition de madame la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort :

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : A l'occasion du festival des Eurockéennes de Belfort qui se déroule sur la presqu'île du Malsaucy, du 3 au 6 juillet 2025, **il est créé dans le Territoire de Belfort, une zone unique de prise en charge (ZUPC) temporaire, du 3 au 7 juillet 2025**, pour les taxis qui détiennent une autorisation de stationnement sur les communes d'Auxelles-Bas, Auxelles-Haut, Bavilliers, Belfort, Cravanche, Danjoutin, Eloie, Essert, Etueffont, Evette-Salbert, Giromagny, Offemont, Pérouse, Roppe, Sermamagny, Valdoie et Vétrigne.

ARTICLE 2 : A l'intérieur de la ZUPC mentionnée à l'article 1^{er}, les conducteurs de taxi qui ont obtenu une autorisation de stationnement dans l'une des communes de la zone peuvent arrêter leur véhicule, le stationner aux emplacements réservés à cet effet ou le faire circuler **sur la voie ouverte à la circulation publique** en quête de clientèle sur l'ensemble des communes de la zone.

ARTICLE 3 : La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort, le directeur départemental de la police nationale, le colonel commandant le groupement de gendarmerie, les maires des communes d'Auxelles-Bas, Auxelles-Haut, Bavilliers, Belfort, Cravanche, Danjoutin, Eloie, Essert, Etueffont, Evette-Salbert, Giromagny, Offemont, Pérouse, Roppe, Sermamagny, Valdoie et Vétrigne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département et dont copie sera transmise aux membres de la commission locale des transports publics particuliers de personnes.

Fait à Belfort, le **26 JUIN 2025**

Pour le préfet, et par délégation
la sous-préfète, directrice de cabinet,


Cécilia MOURGUES

La présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification/publication directement auprès de l'administration, soit auprès du préfet, soit auprès du ministre de l'Intérieur.

Un recours contentieux peut également être introduit, soit auprès du greffe du tribunal administratif, 30 rue Charles Nodier 25044 Besançon cedex 3, soit par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Le recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification/publication de la décision contestée (ou du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Préfecture du Territoire de Belfort

90-2025-06-26-00004

Arrêté portant réquisition des moyens de
l'entreprise Josseron Dépannage SAS

ARRETE n°

Portant réquisition des moyens de l'entreprise JOSSERON Dépannage SAS

Le préfet du Territoire de Belfort
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite

VU le code de la sécurité intérieure ;

VU le code de général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 10 janvier 2023 nommant madame Cécilia MOURGUES, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort ;

VU le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de monsieur Alain CHARRIER en qualité de préfet du Territoire de Belfort ;

VU l'arrêté n°90-2022-11-15-00008 du 15 novembre 2022 portant renouvellement de l'agrément des installations de fourrières de l'entreprise JOSSERON Dépannage SAS pour une durée de 5 ans ;

VU l'arrêté n° 90-2025-04-15-00002 du 15 avril 2025 portant délégation de signature à madame Cécilia MOURGUES, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort ;

CONSIDÉRANT le caractère exceptionnel du festival des Eurockéennes de Belfort dont la fréquentation est estimée à environ 130 000 personnes du 3 au 6 juillet 2025 ;

CONSIDÉRANT que compte tenu de cette fréquentation, le flux de véhicules individuels, de transport public et de véhicules professionnels de sécurité et de secours nécessite une vigilance particulière et une mobilisation pleine et entière pour enlever tout véhicule entravant la circulation ;

CONSIDÉRANT l'urgence caractérisée par tout blocage de la circulation, lequel constituerait une atteinte grave à l'ordre public ;

CONSIDÉRANT qu'il est impossible de dégager rapidement ce(s) véhicule(s) par les moyens traditionnels en raison de l'importance du parc automobile présent sur les lieux et du flux de véhicules en provenance ou en partance du site du festival, du camping ou du parking dédié au festival, et que par conséquent il est nécessaire de faire appel à une entreprise possédant une flotte de véhicules de dépannage adéquats et en nombre pour intervenir dans les plus brefs délais ;

SUR proposition de madame la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : L'entreprise JOSSERON DEPANNAGE SAS, située 1 avenue du Général de Gaulle 90 380 Roppe, représentée par MM. Michel et Richard JOSSERON, est réquisitionnée afin de mettre provisoirement à la disposition du préfet du Territoire de Belfort les moyens en matériels et personnels dont elle dispose afin de prêter son concours aux opérations d'évacuation de tout véhicule tombé en panne ou accidenté entravant la circulation sur le site du festival des Eurockéennes et du camping et à leurs abords.

ARTICLE 2 : L'entreprise agissant sous réquisition met en place tous les moyens nécessaires à la sécurité des personnes y compris de son personnel. Elle agit sous sa propre responsabilité.

ARTICLE 3 : Cet arrêté prend effet à compter du 3 juillet 2025 à partir de 16h00 et jusqu'au 7 juillet 2025 à 1h00.

Dès que la prestation requise aura été exécutée, l'entreprise prestataire retrouvera la liberté professionnelle dont elle jouissait antérieurement.

ARTICLE 4 : La rétribution de l'entreprise sera de même nature que celle habituellement fournie à la clientèle et calculée d'après le prix commercial normal et licite de la prestation.

ARTICLE 5 : À défaut d'exécution du présent ordre de réquisition, il pourra être procédé à son exécution d'office. La personne requise s'expose alors aux sanctions pénales ou administratives prévues à l'article L 2215-1-4° du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 6 : Madame la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort, monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie et monsieur le directeur départemental de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'entreprise susvisée et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Territoire de Belfort.

Fait à Belfort, le **26 JUIN 2025**

Pour le Préfet et par délégation
la sous-préfète, directrice de cabinet,



Cécilia MOURGUES

La présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification directement auprès de l'administration, soit auprès du préfet, soit auprès du ministre de l'Intérieur.

Un recours contentieux peut également être introduit, soit auprès du greffe du tribunal administratif, 30 rue Charles Nodier 25044 Besançon cedex 3, soit par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Le recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de publication/notification de la décision contestée (ou du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Préfecture du Territoire de Belfort

90-2025-06-26-00003

Arrêté portant réquisition des moyens de
l'entreprise SAS AB Dépannage

ARRETE n°

Portant réquisition des moyens de l'entreprise SAS AB Dépannage

Le préfet du Territoire de Belfort
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite

VU le code de la sécurité intérieure ;

VU le code de général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 10 janvier 2023 nommant madame Cécilia MOURGUES, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort ;

VU le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de monsieur Alain CHARRIER en qualité de préfet du Territoire de Belfort ;

VU l'arrêté n° 90-2022-11-15-00006 du 15 novembre 2022 portant l'agrément d'un gardien de fourrières pour automobiles de l'entreprise SAS AB dépannage pour une durée de 5 ans ;

VU l'arrêté n° 90-2025-04-15-00002 du 15 avril 2025 portant délégation de signature à madame Cécilia MOURGUES, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort ;

CONSIDÉRANT le caractère exceptionnel du festival des Eurockéennes de Belfort dont la fréquentation est estimée à environ 130 000 personnes du 3 au 6 juillet 2025 ;

CONSIDÉRANT que compte tenu de cette fréquentation, le flux de véhicules individuels, de transport public et de véhicules professionnels de sécurité et de secours nécessite une vigilance particulière et une mobilisation pleine et entière pour enlever tout véhicule entravant la circulation ;

CONSIDÉRANT l'urgence caractérisée par tout blocage de la circulation, lequel constituerait une atteinte grave à l'ordre public ;

CONSIDÉRANT qu'il est impossible de dégager rapidement ce(s) véhicule(s) par les moyens traditionnels en raison de l'importance du parc automobile présent sur les lieux et du flux de véhicules en provenance ou en partance du site du festival, du camping ou du parking dédié au festival, et que par conséquent il est nécessaire de faire appel à une entreprise possédant une flotte de véhicules de dépannage adéquats et en nombre pour intervenir dans les plus brefs délais ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : L'entreprise AB dépannage située zone artisanale 90200 Auxelle-Bas, représentée par monsieur Justo GIL, est réquisitionnée afin de mettre provisoirement à la disposition du préfet du Territoire de Belfort les moyens en matériels et personnels dont elle dispose afin de prêter son concours aux opérations d'évacuation de tout véhicule tombé en panne ou accidenté entravant la circulation sur le site du festival des Eurockéennes et du camping et à leurs abords.

ARTICLE 2 : L'entreprise agissant sous réquisition met en place tous les moyens nécessaires à la sécurité des personnes y compris de son personnel. Elle agit sous sa propre responsabilité.

ARTICLE 3 : Cet arrêté prend effet à compter du 3 juillet 2025 à partir de 16h00 et jusqu'au 7 juillet 2025 à 1h00.

Dès que la prestation requise aura été exécutée, l'entreprise prestataire retrouvera la liberté professionnelle dont elle jouissait antérieurement.

ARTICLE 4 : La rétribution de l'entreprise sera de même nature que celle habituellement fournie à la clientèle et calculée d'après le prix commercial normal et licite de la prestation.

ARTICLE 5 : À défaut d'exécution du présent ordre de réquisition, il pourra être procédé à son exécution d'office. La personne requise s'expose alors aux sanctions pénales ou administratives prévues à l'article L 2215-1-4° du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 6 : Madame la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort, monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie et monsieur le directeur départemental de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'entreprise susvisée et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Territoire de Belfort.

Fait à Belfort, le **26 JUIN 2025**

Pour le Préfet et par délégation
la sous-préfète, directrice de cabinet,



Cécilia MOURGUES

La présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification directement auprès de l'administration, soit auprès du préfet, soit auprès du ministre de l'Intérieur.

Un recours contentieux peut également être introduit, soit auprès du greffe du tribunal administratif, 30 rue Charles Nodier 25044 Besançon cedex 3, soit par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Le recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de publication/notification de la décision contestée (ou du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Préfecture du Territoire de Belfort

90-2025-06-26-00007

Arrêté portant réquisition des moyens de
l'entreprise SAS Franche-Comté dépannage

ARRETE n°

Portant réquisition des moyens de l'entreprise SAS Franche-Comté dépannage

Le préfet du Territoire de Belfort
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite

VU le code de la sécurité intérieure ;

VU le code de général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 10 janvier 2023 nommant madame Cécilia MOURGUES, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort ;

VU le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de monsieur Alain CHARRIER en qualité de préfet du Territoire de Belfort ;

VU l'arrêté n°90-2022-11-15-00007 du 15 novembre 2022 portant agrément d'un gardien de fourrières pour automobiles de l'entreprise SAS Franche-Comté Dépannage pour une durée de 5 ans ;

VU l'arrêté n° 90-2025-04-15-00002 du 15 avril 2025 portant délégation de signature à madame Cécilia MOURGUES, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort ;

CONSIDÉRANT le caractère exceptionnel du festival des Eurockéennes de Belfort dont la fréquentation est estimée à environ 130 000 personnes du 3 au 6 juillet 2025 ;

CONSIDÉRANT que compte tenu de cette fréquentation, le flux de véhicules individuels, de transport public et de véhicules professionnels de sécurité et de secours nécessite une vigilance particulière et une mobilisation pleine et entière pour enlever tout véhicule entravant la circulation ;

CONSIDÉRANT l'urgence caractérisée par tout blocage de la circulation, lequel constituerait une atteinte grave à l'ordre public ;

CONSIDÉRANT qu'il est impossible de dégager rapidement ce(s) véhicule(s) par les moyens traditionnels en raison de l'importance du parc automobile présent sur les lieux et du flux de véhicules en provenance ou en partance du site du festival, du camping ou du parking dédié au festival, et que par conséquent il est nécessaire de faire appel à une entreprise possédant une flotte de véhicules de dépannage adéquats et en nombre pour intervenir dans les plus brefs délais ;

SUR proposition de madame la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : L'entreprise SAS Franche-Comté dépannage située ZAC des Chauffours 90100 Delle, représentée par monsieur Sofiane EL BAHLOUL, est réquisitionnée afin de mettre provisoirement à la disposition du préfet du Territoire de Belfort les moyens en matériels et personnels dont elle dispose afin de prêter son concours aux opérations d'évacuation de tout véhicule tombé en panne ou accidenté entravant la circulation sur le site du festival des Eurockéennes et du camping et à leurs abords.

ARTICLE 2 : L'entreprise agissant sous réquisition met en place tous les moyens nécessaires à la sécurité des personnes y compris de son personnel. Elle agit sous sa propre responsabilité.

ARTICLE 3 : Cet arrêté prend effet à compter du 3 juillet 2025 à partir de 16h00 et jusqu'au 7 juillet 2025 à 1h00.

Dès que la prestation requise aura été exécutée, l'entreprise prestataire retrouvera la liberté professionnelle dont elle jouissait antérieurement.

ARTICLE 4 : La rétribution de l'entreprise sera de même nature que celle habituellement fournie à la clientèle et calculée d'après le prix commercial normal et licite de la prestation.

ARTICLE 5 : À défaut d'exécution du présent ordre de réquisition, il pourra être procédé à son exécution d'office. La personne requise s'expose alors aux sanctions pénales ou administratives prévues à l'article L 2215-1-4° du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 6 : Madame la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort, monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie et monsieur le directeur départemental de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'entreprise susvisée et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Territoire de Belfort.

Fait à Belfort, le **26 JUIN 2025**

Pour le Préfet et par délégation
la sous-préfète, directrice de cabinet,


Cécilia MOURGUES

La présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification directement auprès de l'administration, soit auprès du préfet, soit auprès du ministre de l'Intérieur.

Un recours contentieux peut également être introduit, soit auprès du greffe du tribunal administratif, 30 rue Charles Nodier 25044 Besançon cedex 3, soit par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Le recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de publication/notification de la décision contestée (ou du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Préfecture du Territoire de Belfort

90-2025-06-26-00005

Arrêté portant réquisition des moyens de la
SARL LUCCHINA

ARRETE n°

Portant réquisition des moyens de la SARL LUCCHINA

Le préfet du Territoire de Belfort
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite

VU le code de la sécurité intérieure ;

VU le code de général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 10 janvier 2023 nommant madame Cécilia MOURGUES, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort ;

VU le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de monsieur Alain CHARRIER en qualité de préfet du Territoire de Belfort ;

VU l'arrêté n° 90-2025-02-28-00004 du 28 février 2025 portant agrément des installations de fourrières de la SARL LUCCHINA pour une durée de 5 ans ;

VU l'arrêté n° 90-2025-04-15-00002 du 15 avril 2025 portant délégation de signature à madame Cécilia MOURGUES, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort ;

CONSIDÉRANT le caractère exceptionnel du festival des Eurockéennes de Belfort dont la fréquentation est estimée à environ 130 000 personnes du 3 au 6 juillet 2025 ;

CONSIDÉRANT que compte tenu de cette fréquentation, le flux de véhicules individuels, de transport public et de véhicules professionnels de sécurité et de secours nécessite une vigilance particulière et une mobilisation pleine et entière pour enlever tout véhicule entravant la circulation ;

CONSIDÉRANT l'urgence caractérisée par tout blocage de la circulation, lequel constituerait une atteinte grave à l'ordre public ;

CONSIDÉRANT qu'il est impossible de dégager rapidement ce(s) véhicule(s) par les moyens traditionnels en raison de l'importance du parc automobile présent sur les lieux et du flux de véhicules en provenance ou en partance du site du festival, du camping ou du parking dédié au festival, et que par conséquent il est nécessaire de faire appel à une entreprise possédant une flotte de véhicules de dépannage adéquats et en nombre pour intervenir dans les plus brefs délais ;

SUR proposition de madame la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : L'entreprise SARL LUCCHINA, située 15 route de Vourvenans 90400 TREVENANS, représentée par M. Jean-Christophe CASADEI, est réquisitionnée afin de mettre provisoirement à la disposition du préfet du Territoire de Belfort les moyens en matériels et personnels dont elle dispose afin de prêter son concours aux opérations d'évacuation de tout véhicule tombé en panne ou accidenté entravant la circulation sur le site du festival des Eurockéennes et du camping et à leurs abords.

ARTICLE 2 : L'entreprise agissant sous réquisition met en place tous les moyens nécessaires à la sécurité des personnes y compris de son personnel. Elle agit sous sa propre responsabilité.

ARTICLE 3 : Cet arrêté prend effet à compter du 3 juillet 2025 à partir de 16h00 et jusqu'au 7 juillet 2025 à 1h00.

Dès que la prestation requise aura été exécutée, l'entreprise prestataire retrouvera la liberté professionnelle dont elle jouissait antérieurement.

ARTICLE 4 : La rétribution de l'entreprise sera de même nature que celle habituellement fournie à la clientèle et calculée d'après le prix commercial normal et licite de la prestation.

ARTICLE 5 : À défaut d'exécution du présent ordre de réquisition, il pourra être procédé à son exécution d'office. La personne requise s'expose alors aux sanctions pénales ou administratives prévues à l'article L 2215-1-4° du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 6 : Madame la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort, monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie et monsieur le directeur départemental de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'entreprise susvisée et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Territoire de Belfort.

Fait à Belfort, le **26 JUIN 2025**

Pour le Préfet et par délégation
la sous-préfète, directrice de cabinet,


Cécilia MOURGUES

La présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification directement auprès de l'administration, soit auprès du préfet, soit auprès du ministre de l'Intérieur.

Un recours contentieux peut également être introduit, soit auprès du greffe du tribunal administratif, 30 rue Charles Nodier 25044 Besançon cedex 3, soit par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Le recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de publication/notification de la décision contestée (ou du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Préfecture du Territoire de Belfort

90-2025-06-26-00006

Arrêté portant réquisition des moyens de la SAS
NEDEY

ARRETE n°

Portant réquisition des moyens de la SAS NEDEY

Le préfet du Territoire de Belfort
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite

VU le code de la sécurité intérieure ;

VU le code de général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 10 janvier 2023 nommant madame Cécilia MOURGUES, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort ;

VU le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de monsieur Alain CHARRIER en qualité de préfet du Territoire de Belfort ;

VU l'arrêté n°90-2022-11-15-00004 du 15 novembre 2022 portant renouvellement de l'agrément d'un gardien de fourrières pour automobiles de l'entreprise SAS NEDEY Belfort pour une durée de 5 ans ;

VU l'arrêté n° 90-2025-04-15-00002 du 15 avril 2025 portant délégation de signature à madame Cécilia MOURGUES, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort ;

CONSIDÉRANT le caractère exceptionnel du festival des Eurockéennes de Belfort dont la fréquentation est estimée à environ 130 000 personnes du 3 au 6 juillet 2025 ;

CONSIDÉRANT que compte tenu de cette fréquentation, le flux de véhicules individuels, de transport public et de véhicules professionnels de sécurité et de secours nécessite une vigilance particulière et une mobilisation pleine et entière pour enlever tout véhicule entravant la circulation ;

CONSIDÉRANT l'urgence caractérisée par tout blocage de la circulation, lequel constituerait une atteinte grave à l'ordre public ;

CONSIDÉRANT qu'il est impossible de dégager rapidement ce(s) véhicule(s) par les moyens traditionnels en raison de l'importance du parc automobile présent sur les lieux et du flux de véhicules en provenance ou en partance du site du festival, du camping ou du parking dédié au festival, et que par conséquent il est nécessaire de faire appel à une entreprise possédant une flotte de véhicules de dépannage adéquats et en nombre pour intervenir dans les plus brefs délais ;

SUR proposition de madame la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : L'entreprise SAS NEDEY située rue Xavier Bichat 90000 Belfort, représentée par monsieur Valère NEDEY, est réquisitionnée afin de mettre provisoirement à la disposition du préfet du Territoire de Belfort les moyens en matériels et personnels dont elle dispose afin de prêter son concours aux opérations d'évacuation de tout véhicule tombé en panne ou accidenté entravant la circulation sur le site du festival des Eurockéennes et du camping et à leurs abords.

ARTICLE 2 : L'entreprise agissant sous réquisition met en place tous les moyens nécessaires à la sécurité des personnes y compris de son personnel. Elle agit sous sa propre responsabilité.

ARTICLE 3 : Cet arrêté prend effet à compter du 3 juillet 2025 à partir de 16h00 et jusqu'au 7 juillet 2025 à 1h00.

Dès que la prestation requise aura été exécutée, l'entreprise prestataire retrouvera la liberté professionnelle dont elle jouissait antérieurement.

ARTICLE 4 : La rétribution de l'entreprise sera de même nature que celle habituellement fournie à la clientèle et calculée d'après le prix commercial normal et licite de la prestation.

ARTICLE 5 : À défaut d'exécution du présent ordre de réquisition, il pourra être procédé à son exécution d'office. La personne requise s'expose alors aux sanctions pénales ou administratives prévues à l'article L 2215-1-4° du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 6 : Madame la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort, monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie et monsieur le directeur départemental de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'entreprise susvisée et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Territoire de Belfort.

Fait à Belfort, le **26 JUIN 2025**

Pour le Préfet et par délégation
la sous-préfète, directrice de cabinet,



Cécilia MOURGUES

La présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification directement auprès de l'administration, soit auprès du préfet, soit auprès du ministre de l'Intérieur.

Un recours contentieux peut également être introduit, soit auprès du greffe du tribunal administratif, 30 rue Charles Nodier 25044 Besançon cedex 3, soit par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Le recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de publication/notification de la décision contestée (ou du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Préfecture du Territoire de Belfort

90-2025-06-23-00001

arrêté portant subdélégation de signature par Jérôme MEYER, Directeur interdépartemental des Routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national, et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives

ARRÊTÉ

n°2025/DIR-Est/DIR/SG/BCAG/90-02

Portant subdélégation de signature par Jérôme MEYER, Directeur Interdépartemental des Routes – Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national, et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives

LE DIRECTEUR DE LA DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST,

Vu le décret n° 2010-146 du 16/02/2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29/04/2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté n° 90-2025-06-10-00002 du 10/06/2025 portant délégation de signature, pris par Monsieur Alain CHARRIER, Préfet du Territoire de Belfort, au profit de Monsieur Jérôme MEYER, Directeur Interdépartemental des Routes – Est,

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Direction Interdépartementale des Routes – Est ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Subdélégation pleine et entière est accordée par Monsieur Jérôme MEYER, Directeur Interdépartemental des Routes – Est, pour tous les domaines référencés sous l'article 2, ci-dessous, au profit de :

- **Monsieur Thierry RUBECK**, directeur adjoint exploitation
- **Monsieur Rémi VUILLET**, directeur adjoint ingénierie

ARTICLE 2 : En ce qui concerne le département du Territoire de Belfort, subdélégation de signature est accordée par Monsieur Jérôme MEYER, Directeur Interdépartemental des Routes – Est, au profit des agents identifiés sous le présent article, à effet de signer, dans le cadre de leurs attributions, les décisions suivantes :

A – Police de la circulation :

Mesures d'ordre général :

- A1 :** Interdiction et réglementation de la circulation à l'occasion des travaux routiers. (Articles R411-5 et R411-9 du CDR)
- A2 :** Police de la circulation (hors autoroutes) (hors travaux)
- A3 :** Délivrance des permis de stationnement hors agglomération. Avis sur les permis de stationnement délivrés par les Maires en agglomération. (Article L113-2 modifié du CVR)

Circulation sur les autoroutes :

- A4 :** Police de la circulation sur les autoroutes (hors travaux). (Article R411-9 du CDR)

- A5 :** Autorisation de circulation de matériels de travaux publics sur autoroutes. *(Article R421-2 du CDR)*
- A6 :** Dérogation temporaire ou permanente, délivrée sous forme d'autorisation, aux règles d'interdiction d'accès aux autoroutes non concédées, voies express et routes à accès réglementé, à certains matériels et au personnel de la DIR – Est, d'autres services publics ou entreprises privées. *(Article R432-7 du CDR)*

Signalisation :

- A7 :** Désignation des intersections dans lesquelles le passage des véhicules est organisé par des feux de signalisation lumineux ou par une signalisation spécifique. *(Article R411-7 modifié du CDR)*
- A8 :** Autorisation d'implantation de signaux d'indication pour les associations et organismes sans but lucratif. *(Article R418-3 du CDR)*
- A9 :** Dérogation à l'interdiction de publicité sur aires de stationnement et de services. *(Article R418-5 du CDR)*

Mesures portant sur les routes classées à grande circulation :

- A10 :** Délimitation du périmètre des zones 30 sur les routes à grande circulation. *(Article R411-4 modifié du CDR)*
- A11 :** Avis sur arrêté du Maire pris en application de l'alinéa 2 de l'article R411-8 du CDR lorsqu'ils intéressent une route classée à grande circulation. *(Article R411-8 modifié du CDR)*

Barrière de dégel – Circulation sur les ponts – Pollution :

- A12 :** Établissement et réglementation des barrières de dégel sur les routes nationales, et autorisation de circuler malgré une barrière de dégel. *(Article R411-20 modifié du CDR)*
- A13 :** Réglementation de la circulation sur les ponts. *(Article R422-4 modifié du CDR)*

Agents	Fonctions	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	A8	A9	A10	A11	A12	A13
Florian STREB	Chef SPMR	x	x	x		x	x	x	x	x	x	x	x	x
Julia WOJCIK	Adjointe Chef SPMR	x	x	x		x	x	x	x	x	x	x	x	x
Jean-François BEDEAUX	Chef SREI-FC	x		x		x	x	x	x	x	x	x	x	x
Damien DAVID	Adjoint Chef SREI-FC	x		x		x	x	x	x	x	x	x	x	x
Christophe TEJEDO CRUZ	Chef SREX-GE	x		x		x	x	x	x	x	x	x	x	x
Hugo GUIGLION	Adjoint Chef SREX-GE	x		x		x	x	x	x	x	x	x	x	x
Franck ESMIEU	Chef District Besançon			x			x							
Emmanuel NICOMETTE	Chef District Vitry-le-François			x			x							
François WEBER	Adjoint Chef District Vitry-le-François			x			x							
Yannick SODOYER	Adjoint Chef District Metz			x			x							
Ethel JACQUOT	Cheffe District Nancy			x			x							

B – Police de la conservation du domaine public et répression de la publicité :

- B1 :** Commissionnement des agents de l'équipement habilités à dresser des procès-verbaux pour relever certaines infractions à la police de conservation du domaine public routier et certaines contraventions au code de la route. *(Articles L116-1 et suivants du CVR et L130-4 modifié du CDR – Arrêté du 15/02/1963)*
- B2 :** Répression de la publicité illégale. *(Article R418-9 du CDR)*

Agents	Fonctions	B1	B2
Florian STREB	Chef SPMR	x	x

Emilien FROMONT	Chef SPMR/BPSU	x	x
Aurore JANIN	SG	x	
Marie-Laure DANIEL	SG adjointe	x	
Peggy KRZAKALA	Cheffe SG/BRH	x	
Jean-François BEDEAUX	Chef SREI-FC		x
Damien DAVID	Adjoint Chef SREI-FC		x
Christophe TEJEDO CRUZ	Chef SREX-GE		x
Hugo GUILION	Adjoint Chef SREX-GE		x

C – Gestion du domaine public routier national :

- C1 :** Permissions de voirie. (*Code du domaine de l'État – Article 53 modifié*)
- C2 :** Permission de voirie : cas particuliers pour :
- les ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique
 - les ouvrages de transport et de distribution de gaz
 - les ouvrages de télécommunication
 - la pose de canalisation d'eau, de gaz, d'assainissement.
- (*Articles L113-2 à L113-7 modifiés du CDR – Articles R113-2 à R113-11 modifiés du CDR*)
- C3 :** Pour les autorisations concernant l'implantation de distributeurs de carburants ou de pistes d'accès aux distributeurs sur le domaine public et sur terrain privé. (*Circulaire TP n°46 du 05/06/1956 et n°45 du 27/03/1958 – Circulaire Interministérielle n°71-79 du 26/07/1971 et n°71-85 du 26/08/1971 – Circulaire TP n°62 du 06/05/1954, n°5 du 12/01/1955, n°66 du 24/08/1960, n°60 du 27/06/1961 – Circulaire n°69-113 du 06/11/1969 – Circulaire n°5 du 12/01/1955 – Circulaire n°86 du 12/12/1960*)
- C4 :** Délivrance, renouvellement et retrait des autorisations d'emprunt ou de traversées à niveau des routes nationales par des voies ferrées industrielles. (*Circulaire n°50 du 09/10/1958*)
- C5 :** Dérogations interdisant la pose, à l'intérieur des emprises des autoroutes, de canalisations aériennes ou souterraines longitudinales. (*Article R122-5 modifié du CVR*)
- C6 :** Approbation d'opérations domaniales. (*Arrêté du 04/08/1948 – Arrêté du 23/12/1970*)
- C7 :** Délivrance des alignements et reconnaissance des limites des routes nationales. (*Article L112-1 modifié – Article L112-2 – Article L112-3 modifié – Articles L112-4 à L112-7 du CVR – Article R112-1 modifié – Article R112-2 – Article R112-3 modifié du CVR*)
- C8 :** Conventions relatives à la traversée du domaine public autoroutier non concédé par une ligne électrique aérienne. (*Décret n°56-1425 du 27/12/1956 – Circulaire n°81-13 du 20/02/1981*)
- C9 :** Convention de concession des aires de services. (*Circulaire n°78-108 du 23/08/1978 – Circulaire n°91-01 du 21/01/1991 – Circulaire n°2001-17 du 05/03/2001*)
- C10 :** Convention d'entretien et d'exploitation entre l'État et un tiers.
- C11 :** Avis sur autorisation de circulation pour les transports exceptionnels et pour les ensembles de véhicules comportant plus d'une remorque. (*Article n°8 de l'arrêté du 04/05/2006 modifié*)
- C12 :** Signature des transactions : protocoles d'accord amiable pour le règlement des dégâts au domaine public routier, des dommages de travaux publics, des défauts d'entretien et des accidents de la circulation. (*Article n°2044 et suivants modifiés du Code Civil*)
- C13 :** Autorisation d'entreprendre les travaux. (*Arrêté préfectoral pris en application de la circulaire modifiée n°79-99 du 16/10/1979 relative à l'occupation du domaine public routier national*)

Agents	Fonctions	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7	C8	C9	C10	C11	C12	C13
Florian STREB	Chef SPMR	x		x		x	x				x			x
Julia WOJCIK	Adjointe Chef SPMR	x		x		x	x				x			x
Emilien FROMONT	Chef SPMR/BPSU	x		x		x	x				x			x
Delphine BECKER	Adjointe Chef SPMR/BPSU	x		x		x	x				x			x
Jean-François BEDEAUX	Chef SREI-FC	x	x		x			x	x			x	x	x
Damien DAVID	Adjoint Chef	x	x		x			x	x			x	x	x

	SREI-FC													
Christophe TEJEDO CRUZ	Chef SREX-GE	x	x		x			x	x			x	x	x
Hugo GUIGLION	Adjoint Chef SREX-GE	x	x		x			x	x			x	x	x
Franck ESMIEU	Chef District Besançon		x		x			x						x
Emmanuel NICOMETTE	Chef District Vitry-le-François		x		x			x						x
François WEBER	Adjoint Chef District Vitry-le-François		x		x			x						x
Yannick SODOYER	Adjoint Chef District Metz		x		x			x						x
Ethel JACQUOT	Cheffe District Nancy		x		x			x						x

D – Représentation devant les juridictions :

- D1 :** Actes de plaidoirie et présentation des observations orales prononcées au nom de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives sous réserve des obligations de représentation obligatoire par avocat, y compris ceux liés aux mesures d'expertise. (*Code de la justice administrative – Code de la procédure civile – Code de la procédure pénale*)
- D2 :** Réplique immédiate en cas d'apport de moyens nouveaux en cours de contradictoire à l'occasion des procédures d'urgence devant les tribunaux administratifs. (*Code de la justice administrative – Code de la procédure civile – Code de la procédure pénale*)
- D3 :** Dépôt, en urgence, devant le juge administratif de documents techniques, cartographiques, photographiques, etc, nécessaires à la préservation des intérêts défendus par l'État ou toute production avant clôture d'instruction. (*Code de la justice administrative – Code de la procédure civile – Code de la procédure pénale*)
- D4 :** Mémoire en défense de l'État, présentation d'observations orales et signature des protocoles de règlement amiable dans le cadre des recours administratifs relatifs aux missions, actes, conventions et marchés publics placés sous la responsabilité de la DIR – Est. (*Code de justice administrative – Articles n°2044 et suivants modifiés du Code Civil*)

Agents	Fonctions	D1	D2	D3	D4
Aurore JANIN	SG	x	x	x	
Marie-Laure DANIEL	SG adjointe	x	x	x	
Lætitia LE	Cheffe SG/BCAG	x	x	x	
Pascale MICHEL	SG/BCAG	x	x	x	
Letitia TOAN	SG/BCAG	x	x	x	

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés sous l'article 2 du présent arrêté, la subdélégation de signature qui leur est confiée par le-dit article sera exercé par l'agent chargé de leur intérim.

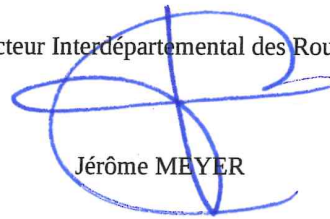
ARTICLE 4 : Le présent arrêté emporte abrogation de l'**arrêté n°2025/DIR-Est/DIR/SG/BCAG/90-01 du 1^{er} juin 2025**, portant subdélégation de signature, pris par Monsieur Jérôme MEYER, Directeur Interdépartemental des Routes Est.

ARTICLE 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture et Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Directeur Départemental des Finances Publiques du Territoire de Belfort, pour information.

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs du département et prendra effet au lendemain de sa publication.

Fait à Nancy, le 23 juin 2025

Le Directeur Interdépartemental des Routes Est,



Jérôme MEYER

Préfecture du Territoire de Belfort

90-2025-06-26-00001

Arrêté réglementant la vente, l'acquisition, le transport et l'utilisation d'artifices de divertissement, d'articles pyrotechniques, de produits toxiques, corrosifs, inflammables ou explosifs, de carburants et d'armes, de munitions, de verre ou d'objets coupants ou contondants susceptibles d'être employés comme armes au sens de l'article 132-75 du code pénal, pour la période du 30 juin 2025 à 12h00 au 14 juillet 2025 inclus dans le département du Territoire de Belfort

ARRÊTÉ N°

réglementant la vente, l'acquisition, le transport et l'utilisation d'artifices de divertissement, d'articles pyrotechniques, de produits toxiques, corrosifs, inflammables ou explosifs, de carburants et d'armes, de munitions, de verre ou d'objets coupants ou contondants susceptibles d'être employés comme armes au sens de l'article 132-75 du code pénal, pour la période du 30 juin 2025 à 12h00 au 14 juillet 2025 inclus dans le département du Territoire de Belfort

Le préfet du Territoire de Belfort
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite

VU la directive 2013/29/UE du parlement européen et du conseil du 12 juin 2013 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques ;

VU la directive 2014/28/UE du parlement européen et du conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil ;

VU le code des douanes, notamment ses articles 38 et 323 ;

VU le code de la défense, notamment les articles L.2352-1 et suivants ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles R.557-6-1 et suivants ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2214-4 et L.2215-1 ;

VU le code pénal, notamment ses articles 132-75, 322-5 à 322-11-1 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.3131-13 et suivants et L.3136-1 ;

VU le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L.122-1, L.131-4 et suivants et R.315-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;

VU le décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 modifié relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

VU le décret n° 2015-799 du 1^{er} juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ;

VU le décret du 10 janvier 2023 nommant madame Cécilia MOURGUES, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort ;

VU le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de monsieur Alain CHARRIER en qualité de préfet du Territoire de Belfort ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2010 modifié, pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015105-0005 du 15 avril 2015 portant réglementation des bruits de voisinage dans le Territoire de Belfort et notamment son article 2 ;

VU l'arrêté du 17 décembre 2021 portant application des articles L.557-10-1 et R.557-6-14-1 du code de l'environnement relatifs aux articles pyrotechniques destinés au divertissement ;

VU l'arrêté n° 90-2025-04-15-00002 du 15 avril 2025 portant délégation de signature à madame Cécilia MOURGUES, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort ;

CONSIDÉRANT la prégnance de la menace terroriste sur le territoire national, le niveau de vigilance sur le risque attentat terroriste étant fixé au niveau « urgence attentat » ;

CONSIDÉRANT les incendies récurrents et en nombre important, provoqués par des individus, isolés ou en réunion, contre des biens, en particulier des véhicules et des biens publics à l'occasion des festivités du 14 juillet et les jours précédents ;

CONSIDÉRANT que du 03 juillet au 06 juillet 2025 est organisé le festival des Eurockéennes de Belfort ; que cet événement a rassemblé lors des précédentes éditions environ 130 000 spectateurs sur 4 jours ce qui expose cette zone à un risque d'actes de terrorisme et de troubles à l'ordre public exigeant une vigilance renforcée et une forte mobilisation des forces de l'ordre pour en assurer la sécurisation ;

CONSIDÉRANT que toutes les mesures doivent être prises pour prévenir la survenance d'atteintes graves à la sécurité de nos concitoyens ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient à l'autorité administrative d'apprécier la nécessité de prendre des mesures de prévention au vu des risques de troubles à l'ordre public dont elle a connaissance et de veiller à ce que ces mesures soient proportionnées à ces risques ; qu'en application de l'article L.2215-1 du code général des collectivités territoriales, le préfet est compétent pour prendre les mesures adaptées et proportionnées nécessaires ;

CONSIDÉRANT que l'utilisation des artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques a pour conséquence potentielle de générer des attroupements significatifs de personnes ; que ceux-ci résultent de l'intérêt présenté par certains badauds présents sur la voie publique ou de la constitution de phénomènes de bandes ;

CONSIDÉRANT la possibilité de dégradations ou de destructions par incendie de biens mobiliers ou immobiliers du fait ou à l'aide de l'usage d'articles pyrotechniques ;

CONSIDÉRANT en outre que l'utilisation détournée des artifices de divertissement contribue aux violences urbaines en étant utilisés comme initiateurs d'objets incendiaires et de moyens de propagation des feux dans le cadre de l'incendie de mobiliers urbains ou de véhicules et de bâtiments publics ;

CONSIDÉRANT les nuisances sonores occasionnées par l'utilisation de ces artifices ;

CONSIDÉRANT que cette utilisation est notamment le fait de mineurs qu'il convient de protéger ;

CONSIDÉRANT qu'en raison également des risques et dommages encourus par les utilisateurs d'artifices de divertissement, d'articles pyrotechniques, de produits reconnus comme corrosifs, toxiques, inflammables ou explosifs, de carburant, d'armes, de munitions ou d'objets pouvant constituer une arme par destination, mais aussi par les personnes et les biens alentours pour une utilisation non-conforme ou inappropriée, il est nécessaire d'en restreindre temporairement le droit d'acquisition, de transport et d'utilisation ;

CONSIDÉRANT la brièveté de la période d'interdiction des produits susvisés et la dérogation prévue pour les professionnels, conformément à la réglementation européenne, ne permettant pas de prononcer une interdiction générale et absolue de vente ;

CONSIDÉRANT eu égard aux circonstances susmentionnées que la demande n'apparaît pas disproportionnée ;

SUR proposition de madame la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Dans toutes les communes du département du Territoire de Belfort sont interdits **du lundi 30 juin 2025 à 12h00 au lundi 14 juillet 2025 inclus :**

- l'achat et la vente d'artifices de divertissement et des articles pyrotechniques de catégories **F2, F3 figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 17 décembre 2021 susvisé et annexée au présent arrêté ;**
- la détention, le transport et l'utilisation **sur la voie publique ou en direction de l'espace public** d'artifices de divertissement et des articles pyrotechniques de catégories **F2, F3 figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 17 décembre 2021 susvisé et annexée au présent arrêté ;**
- l'utilisation, le port et le transport par des particuliers de produits reconnus comme toxiques, corrosifs, inflammables ou explosifs (dont fumigènes), ainsi que la vente de carburant par remplissage de récipients indépendants du véhicule dans les stations services ;
- l'acquisition, la vente, le port et le transport, sans motif légitime, d'armes de catégories A, B, C et D, en application des articles R.311-2 et R.311-3 du code de la sécurité intérieure, de leurs munitions ainsi que de tout objet en verre, ou coupant ou contondant susceptible de constituer une arme par destination.

ARTICLE 2 : Par dérogation à l'article 1^{er}, cette interdiction ne s'applique pas :

- aux entreprises et leurs employés dans le cadre de leur activité professionnelle ;
- aux spectacles pyrotechniques régulièrement déclarés à la préfecture, réalisés conformément aux dispositions du décret 2010-580 du 31 mai 2010 modifié, par des personnes détentrices du certificat de qualification et de l'agrément préfectoral autorisant l'acquisition, la détention ou l'utilisation des artifices de divertissement de ces catégories ;
- aux personnes détenant une autorisation de détention, d'utilisation et de transport d'armes, de produits dangereux ou explosifs ;
- aux livraisons de combustibles de chauffage.

ARTICLE 3 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies, conformément aux lois et règlements en vigueur ;

ARTICLE 4 : Les commerçants ou détaillants proposant à la vente ces objets ou produits devront s'assurer de l'information de leur clientèle et du respect de cette prescription ;

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera affiché en préfecture, diffusé par voie de presse et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Territoire de Belfort

ARTICLE 6 : La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, le commandant du groupement de gendarmerie départementale du Territoire de Belfort et le directeur départemental de la police nationale du Territoire de Belfort sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'ensemble des maires du département du Territoire de Belfort et dont un exemplaire sera transmis sans délai à la procureure de la République.

Belfort, le **26 JUIN 2025**

Pour le préfet, et par délégation,
La sous-préfète, directrice de cabinet


Cécilia MOURGUES

La présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication directement auprès de l'administration, soit auprès du préfet, soit auprès du ministre de l'Intérieur.

Un recours contentieux peut également être introduit, soit auprès du greffe du tribunal administratif, 30 rue Charles Nodier 25044 Besançon cedex 3, soit par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Le recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de sa notification et/ou publication de la décision contestée (ou du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

ANNEXE : Liste des artifices de divertissement des catégories F2 et F3 fixée par l'arrêté du 17 décembre 2021 portant application des articles L.557-10-1 et R.557-6-14-1 du code de l'environnement relatifs aux articles pyrotechniques destinés au divertissement NOR : INTA2112138A

Type d'article pyrotechnique destiné au divertissement	Catégorie(s) concernée (s)
Pétard à mèche	F3
Batterie	F3
Batterie nécessitant un support externe	F3
Combinaison	F3
Combinaison nécessitant un support externe	F3
Pétard aérien	F2 et F3
Pétard à composition flash	F3
Fusée	F2 et F3
Chandelle romaine	F2 et F3
Chandelle monocoup	F2 et F3

